



République du Mali



Programme des Nations Unies  
pour l'Environnement



Programme des Nations  
Unies pour le  
Développement

**Compte rendu de l'atelier national de validation du  
rapport d'étude relative à l'identification des  
indicateurs de l'environnement et de pauvreté à  
intégrer dans le Cadre Stratégique pour la Croissance  
et la Réduction de la Pauvreté, les stratégies  
sectorielles et les plans de développement local**

*(Salle BENZO, Grand Hôtel, Bamako 2009 à l'Hôtel Nord-Sud)*

Mr. Moussa BARRY, IPE/Mali

**juillet 2009**

## **I. RAPPEL DU CONTEXTE SPECIFIQUE ET DE LA JUSTIFICATION DE L'ETUDE**

La pauvreté est un des défis majeurs de la problématique du développement économique des pays les moins avancés comme le Mali. Sa réduction est au cœur des politiques macro-économiques et sectorielles des gouvernements et de la communauté internationale. C'est ainsi que le Cadre Stratégique de Lutte Contre la Pauvreté (CSLP) du Mali, adopté par le Gouvernement le 29 mai 2002 est désormais le cadre unique de référence à moyen terme en matière des politiques et stratégies de développement au Mali et le principal document de négociation avec l'ensemble des partenaires techniques et financiers.

Le suivi et l'évaluation du CSLP II, actuel CSCR, doivent non seulement servir à vérifier les niveaux de croissance et de pauvreté mais aussi aider à identifier les facteurs ayant permis d'atteindre ces niveaux ainsi que leur efficacité dans ce processus. Le suivi et l'évaluation du CSCR se font sur la base d'indicateurs de performance distinguant clairement trois niveaux : les activités, les résultats et les impacts. Il s'agit de construire une batterie d'indicateurs adaptés et pertinents permettant de (i) suivre les progrès accomplis dans la mise en œuvre des programmes d'action et des processus de gestion des ressources, (ii) mesurer les résultats obtenus par rapport aux objectifs fixés ; et de (iii) mesurer les impacts des politiques sur l'objectif global de croissance et de réduction de la pauvreté.

Le constat était unanime sur le fait que le CSLP 1<sup>ère</sup> génération ne prenait pas suffisamment en compte les questions environnementales qui, de par leur nature, revêtent un caractère transversal et multisectoriel.

Dans ce contexte, le Ministère l'Environnement et de l'Assainissement a fait le plaidoyer nécessaire afin que la dimension environnementale soit mieux prise en compte dans la seconde génération du CSLP et a proposé une série d'indicateurs devant permettre de mesurer les efforts déployés dans le cadre de la mise en œuvre des Politiques Nationales de la Protection de l'Environnement et Forestière dans le contexte de la réduction de la pauvreté.

Seulement, les indicateurs finalement retenus pour le suivi-évaluation du CSLP semblent peu pertinents pour mesurer la contribution de la prise en compte de la dimension environnementale dans le CSCR. Et par conséquent, la dimension environnementale n'est pas suffisamment prise en compte dans les outils de planification et les mécanismes de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre du CSLP.

## **II DEROULEMENT DE L'ATELIER**

### **2.1 Cérémonie d'ouverture**

La cérémonie d'ouverture des travaux de l'atelier national de validation a eu lieu dans la salle BENSO du Grand Hôtel de Bamako sous la présidence de M. Abdoulaye BERTHE, Secrétaire Général du Ministre de l'Environnement et de l'Assainissement en présence de M. Souleymane CISSE, Conseiller Technique dudit département et de Mr Alassane Boncana MAIGA, Directeur National de la Conservation de la Nature.

Monsieur BERTHE, a tout d'abord remercié l'ensemble des participants qui ont répondu massivement à l'invitation du Département, ce qui témoigne tout leur intérêt pour la présente étude.

Il a brièvement rappelé le contexte de l'atelier national de restitution qui s'inscrit dans le cadre du projet de l'Initiative Pauvreté et Environnement (IPE) du Mali dont l'objectif général vise à identifier les indicateurs environnementaux les plus pertinents en rapport avec la réduction de la pauvreté et les indicateurs pauvreté – environnement pour le suivi et l'évaluation du Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (CSCR) et les autres politiques et stratégies sectorielles..

Mr BERTHE s'est surtout appesanti sur l'intérêt de la présente étude dont les objectifs spécifiques sont :

- Réfléchir sur la mise en place d'un système minimal et harmonisé de rassemblement, collecte et - *si nécessaire* - production de données sur l'environnement et la gestion des ressources naturelles en relation avec la pauvreté pour le suivi permanent des progrès enregistrés dans la mise en œuvre du CSLP concernant la dimension environnementale;
- Réfléchir à la mise en place de mécanismes de rassemblement, collecte et - *si nécessaire* - production de données relative au suivi des indicateurs de performance ;
- Identifier et définir des indicateurs pertinents et représentatifs non seulement du suivi de l'impact des politiques et stratégies sectorielles mais aussi des indicateurs liés au plan d'action du CSCR pour son suivi à court et à moyen termes ;
- Améliorer la pertinence des outils et ou mécanismes de suivi-évaluation existants du CSCR et proposer une stratégie d'élaboration des indicateurs P/E ;

Pour conclure, Mr BERTHE a exhorté les participants à plus de rigueur et d'objectivité dans l'analyse du rapport pour non seulement assurer une meilleure prise en compte de l'environnement dans nos politiques et stratégies sectorielles mais surtout leur suivi et évaluation permanents dans un contexte de développement durable.

## **2.2 La participation**

Ont participé aux travaux de l'atelier de validation, une trentaine de participants représentant de toutes les catégories d'acteurs concernés par les questions liées à la pauvreté et l'environnement au Mali. Ces participants sont essentiellement des Services

Techniques (Structures techniques des Ministères et leurs démembrements centraux, et les projets pertinents opérant dans le domaine de la Pauvreté Environnement) et de la Société Civile (ONG, associations et réseaux impliqués dans la problématique de la dimension Pauvreté-Environnement).

Pour plus de détails sur les participants à l'atelier national de validation, confère la liste de présence en annexe.

### **III. PRESENTATION DE L'ETUDE**

Dr N'DAH, Consultant international au nom de l'équipe des Consultants a restitué l'étude. Son exposé s'est articulé autour d'un certain nombre d'axes à savoir :

- une partie introductive qui rappelle brièvement la problématique des indicateurs en général et ceux d'environnement et de pauvreté en particulier, destinés à suivre et évaluer les politiques, stratégies et programmes de développement ;
- le cadre méthodologique ayant trait au contexte, à la justification, aux objectifs et à l'approche utilisée pour mener à bien l'étude ;
- le processus d'élaboration des indicateurs Pauvreté et environnement en fonction de leur pertinence et de leur opérationnalité;
- l'analyse du dispositif actuel de suivi évaluation du CSLP II ;
- la proposition d'une stratégie globale de production et d'analyse des données ;
- les suggestions et les recommandations.

A l'issue de cette présentation du Dr N'DAH, un tour de table a permis aux différents participants de faire une analyse critique de l'étude en termes de questions de compréhension, de contribution et de suggestions.

Ces discussions et débats ont porté essentiellement les éléments suivants :

- Le travail demandé aux Consultants conformément au titre de l'étude était plutôt d'identifier les indicateurs environnementaux et non de s'appesantir seulement sur ceux proposés par le CSLP et d'en retenir deux dans le cadre de la gestion des ressources naturelles ;
- En parlant des sources actuelles de production de données, actualiser certaines structures qui n'existent plus dans le paysage institutionnel du Mali : Direction Nationale de l'Appui au Monde Rural, l'Office Malien du Bétail et de la Viande (page 33 dernier paragraphe) ;
- Malgré le nombre important d'indicateurs qui se justifie par l'ambition du prochain programme de l'IPE/Mali en matière de "verdissement" des politiques sectorielles, il est souhaitable de les classer en ordre de priorité ;

- La suggestion a été faite aux Consultants, de voir la possibilité d'élaborer des indicateurs synthétiques qui pourraient prendre en compte plusieurs préoccupations en même temps et de façon agrégée ;
- Il est demandé aux consultants de mieux étoffer la "Proposition de stratégie globale de production et d'analyse" tout en mettant en exergue les liens organiques et fonctionnels entre les différentes structures (page 37) ;
- Trouver une reformulation plus appropriée en lieu et place de "qualité douteuse des données" ;
- Reformuler l'indicateur n°17 en deux : pourcentage du territoire national boisé et pourcentage du territoire national classé (page38) ;
- Remplacer les tirets par les critères à la page 12 ;
- Au niveau de la formulation de l'indicateur n° 12, il est demandé de préciser ce qu'il faut entendre par "équipements d'assainissement" au niveau des ménages (page 38) ;
- Au niveau de la liste des personnes rencontrées : écrire CPS et non CPE, et CPS/EEUDE et non CPS/Environnement, préciser le titre et la qualité des personnes rencontrées (page 66) ;
- Tout au long du document, en utilisant le sigle "DNE", préciser s'il s'agit de la Direction Nationale de l'Energie ou de la Direction nationale de l'Emploi ;
- Il a été recommandé d'ajouter un autre indicateur qui permet d'apprécier le niveau de pression des populations sur les ressources ligneuses intitulé "Nombre de ménages ayant accès au gaz butane "(page 38) ;
- Concernant les déterminants environnementaux, l'indicateur « Taux de déforestation » n'est pas pertinent ; il faut le remplacer par un indicateur faisant état du reboisement (page 44)
- La nécessité d'explicitier la notion de "qualité de la base des ressources" pour une meilleure compréhension du lecteur ;
- Le domaine forestier national au Mali doit être compris comme étant composé du domaine classé et du domaine protégé ;
- Au delà du constat de la dispersion des sources des données environnementales qui constitue en soi un atout mais aussi un facteur de conflit, il est demandé aux Consultants de faire des propositions de solutions, de même que l'amélioration de la qualité des informations environnementales jugées en deçà des attentes ;
- La partie " Sigles et abréviations" doit être complétée en prenant en compte d'autres tels que : PER, MIMAP, DNACPN, DDD, DNACPN ;
- En précisant l'année de tremblement de terre en Guinée, lire 1984 et non 1967 (page 26, premier paragraphe)
- Il a été suggéré de reporter le titre de chaque tableau en début de page afin de faciliter la compréhension du lecteur (pages 28 à 30);
- Il est demandé de préciser que "la contribution du bois-énergie au bilan énergétique national est d'environ 78% et non 90% (page 21) ;
- Revoir la notion per capita ;

- Expliquer davantage les raisons qui font que l'étude s'est trop focalisée sur les indicateurs et non sur les résultats qui en sont l'objet ;
- Pour plus d'efficacité, il est demandé d'opter pour un nu nombre plus réduit d'indicateurs que l'on pourrait facilement renseigner (17 au total) ;
- Il a été suggéré d'harmoniser la définition proposée par les consultants avec celle adoptée dans le cadre du CSLP 1ere génération (page 11) ;
- Faire une analyse plus poussée de la figure 1 : expliquer les liens entre les différentes dimensions de la pauvreté et les déterminants liés à l'environnement (page 20)
- Ajouter à la figure 1 deux autres liens, à savoir l'accès à l'information et le revenu, d'une part et l'accès à l'information et l'emploi, d'autre part (page 20)
- Au terme des bases de données existantes, ajouter celle de MALIKOUNAFONI ;
- Eliminer l'indicateur n° 16 qui répète le n° 15 (page 23, tableau n° 1) ;
- Préciser la source des différents chiffres relatifs à l'eau potable et aux infrastructures d'assainissement (page 24, paragraphe 2) ;
- Clarifier davantage les différents concepts relatifs au logement : logements formel, informel, précaire et sécurisé (page 30, n° 42 et 43)

Dr N'DAH au nom de son collègue consultant national a remercié les différents participants pour la qualité et la pertinence des observations. Les consultants tout en donnant des réponses satisfaisantes aux différentes questions soulevées ont pris l'engagement d'intégrer les différentes observations pour finaliser le rapport.

Le rapport de l'étude sur « l'identification des indicateurs de l'environnement et de pauvreté à intégrer dans le Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté, les stratégies sectorielles et les plans de développement local » a été validé par les participants sous réserve de la prise en compte des différentes observations de forme et de fond énumérées ci-dessous.

La cérémonie de clôture a été faite par monsieur Souleymane CISSE, Conseiller Technique du Ministère de l'Environnement et de l'Assainissement, qui a remercié à l'occasion tous les participants pour leur dévouement et la qualité des résultats obtenus.

**ANNEXE : Liste de présence de l'atelier national de validation de l'étude relative à l'identification des indicateurs de l'environnement et de la pauvreté**

*Le mardi 21 juillet 2009 au Grand Hôtel de Bamako.*

<b>N° d'ordre</b>	<b>Nom et Prénom</b>	<b>Structure</b>	<b>Numéro de téléphone</b>
1.	Mr Seydou KONATE	Direction Nationale du Génie Rural /DNGR	76217645
2.	Mr Drissa TRAORE	Direction Nationale de l'Assainissement et du Contrôle des Pollutions et Nuisances /DNACPN	20292410
3.	Mr Yacouba SACKO	Comité de Coordination des Actions des Organisations non Gouvernementales /CCA ONG	20209251
4.	Idrissa KONE	Direction Nationale de la Pêche /DNP	65946384
5.	Mr Dramane DIARRA	Direction Nationale de l'Aménagement du Territoire /DNAT	76373483
6.	Mr Seydou DOUMBIA	Institut National de la Statistique	66814468
7.	Mr Mamadou FOFANA	Cellule de Planification et de Statistique du Secteur Eau, Environnement, Urbanisme et Domaines de l'Etat CPS/SEEUDE	76288268
8.	Mr Balla CAMARA	Direction Nationale de l'Agriculture /DNA	75198360
9.	Mr Tidiane Souleymane KONATE	Direction Nationale des Productions et Industries Animales DNPIA/MEP	66717433
10.	Mr Idrissa TRAORE	Observatoire du Développement Humain, Durable et de la Lutte contre la Pauvreté	76458452
11.	Mme Meti Aminata Walet BAYA	Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales /ANICIT	66725578
12.	Mr Oumar CISSE	Direction Nationale de la Santé /DNS	75099693
13.	Mr Alfousseini SEMEGA	l'Agence du Bassin du Fleuve Niger /ABFN	76457759
14.	Aassane Boucana MAIGA	La Direction Nationale de la Conservation de la Nature /DNCN	66853420
15.	Mr Souleymane CISSE	Ministère de l'Environnement et de l'Assainissement /CT/MEA	66897424
16.	Mr Mamadou GAKOU	Secrétariat Technique permanent du Cadre Institutionnel de la gestion des Questions Environnementales	76461645

17.	Mr Tidiani COULIBALY	Direction Nationale de la Conservation de la Nature /DNCN	76424908
18.	Mr Cheick oumar GUINDO	Direction Nationale de la Planification du Développement DNP/MEF	76280255
19.	Mr Moussa COULIBALY	La Direction Nationale de l'Energie / DNE	66879432
20.	Mr Mouroukoro SANGARE	Agence Malienne pour le Développement de l'Energie et de l'Electrification Rurale	20238567
21.	Mr Diakaridia KAMATE	Programme cadre de renforcement des capacités nationales pour une gestion stratégique du Développement	66797869
22.	Mme Anna TOURE	Programme de renforcement des capacités de l'Etat et des Collectivités Territoriales en matière de gestion de l'environnement et des ressources naturelles /PRC GERN	74688331
23.	Mr Moussa BARRY	Projet Initiative Pauvreté et Environnement (IPE) Mali,	79400295
24.	Mr Ibrahim MAIGA	Secrétariat Technique Permanent du Cadre Institutionnel de la gestion des Questions Environnementales	66781540
25.	Mr Modibo TOUNKARA	Direction Générale du Budget DGB/MEF	76447365
26.	Mr Abdou Bacou MAIGA	Direction Nationale des Routes DNR/MET	66718509
27.	Mr Ousmane MINTA	Secrétariat Technique Permanent du Cadre Institutionnel de la gestion des Questions Environnementales	66518624
28.	Mr Djibril DICKO	Consultant national	66733524
29.	Mr Amidou TRAORE	Secrétariat Technique Permanent du Cadre Institutionnel de la gestion des Questions Environnementales	67787580
30.	Mr Ahamadou Houna SIDIBE	Cellule Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté CSLP/MEF	66784407
31.	Dr Etien N'DAH	Consultant international	66962620